

Association

Organisme d'autorégulation

de l'Association Suisse d'Assurances

(OAR-ASA)

Statuts

En vigueur depuis le 21 août 2020

Sommaire

Art. 1 Nom et siège	3
Art. 2 But	3
Art. 3 Adhésion	3
Art. 4 Organes	4
Art. 5 Assemblée de l'association	4
Art. 6 Compétences de l'assemblée de l'association	4
Art. 7 Droit d'émettre des propositions	4
Art. 8 Décisions	5
Art. 9 Comité et comité directeur	5
Art. 10 Compétences du comité	5
Art. 11 Séances du comité	6
Art. 11a Capacité de décision du comité (quorum)	6
Art. 11b Décision du comité	7
Art. 11c Service d'audit et d'instruction	7
Art. 12 Organe de révision	7
Art. 13 Bureau d'experts blanchiment d'argent	7
Art. 14 Secrétariat	7
Art. 15 Cotisations des membres	8
Art. 16 Entrée en vigueur et modification des statuts	8

Pour des raisons pratiques, la forme masculine est adoptée dans ce documents ; mais celle-ci vaut toujours pour tous les autres également.

Art. 1 Nom et siège

- ¹ Sous le nom de
 - Selbstregulierungsorganisation des Schweizerischen Versicherungsverbandes (SRO-SVV)
 - Organisme d'autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances (OAR-ASA)
 - Organismo di autodisciplina dell' Associazione Svizzera di Assicurazioni per la lotta contro il riciclaggio di denaro (OAD- ASA)il existe une association au sens de l'art. 60 ss du Code civil suisse.
- ² Le siège de l'association se trouve à Zurich.

Art. 2 But

L'association a pour but de gérer un organisme d'autorégulation au sens des dispositions de la loi fédérale sur le blanchiment d'argent s'appliquant aux compagnies d'assurances opérant en Suisse.

Art. 3 Adhésion

- ¹ Peuvent y adhérer les compagnies d'assurances détenant une concession d'opérer en Suisse.
- ² Les compagnies qui satisfont aux conditions d'admission selon l'art. 1 peuvent adresser une demande d'adhésion au comité. Le droit d'adhésion à l'association est reconnu dans la mesure où aucun motif ne pourrait justifier une exclusion au sens de l'alinéa 5.
- ³ La qualité de membre prend fin en cas de retrait de l'autorisation d'opérer par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) ou par l'autorité cantonale compétente.
- ^{3a} Les membres sous surveillance cantonale qui ne sont pas soumis à la surveillance prudentielle de la FINMA, mais qui sont membres de l'OAR-ASA, sont assujettis aux règlements de l'OAR-ASA comme tous les autres membres et peuvent être tenus pour responsables des violations des dispositions de la LBA, de l'ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent, (OBA-FINMA, RS 955. 033.0) et/ou le Règlement de l'OAR-ASA pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (R OAR-ASA), conformément aux dispositions respectives du Règlement de contrôle, d'audit et de sanctions (CAS).
- ⁴ Un membre peut, moyennant préavis de six mois, se retirer de l'association à la fin d'une année calendrier. La démission doit être notifiée par lettre recommandée au comité et à la FINMA.
- ⁵ Si, malgré un avertissement antérieur, un membre contrevient de manière grave et répétée aux obligations de diligence qui lui incombent au titre de la loi sur le blanchiment d'argent, l'assemblée de l'association peut l'exclure de l'association.
- ⁶ Un membre démissionnaire ou exclu continue à répondre des obligations financières en raison de son affiliation et, notamment, des cotisations de l'année en cours. Il n'a aucun droit sur une éventuelle fortune de l'association.

Art. 4 Organes

Les organes de l'association sont :

- a) L'assemblée de l'association
- b) Le comité et le comité directeur
- c) Le bureau d'experts blanchiment d'argent
- d) Le secrétariat
- e) Le service d'audit et d'instruction
- f) L'organe de révision

Art. 5 Assemblée de l'association

- 1 Une assemblée ordinaire de l'association a lieu une fois par an. Des assemblées extraordinaires ont lieu si le comité le décide ou si un cinquième des membres au moins le demande.
- 2 L'assemblée de l'association est convoquée par le président. En règle générale, les points de l'ordre du jour doivent être communiqués aux membres 20 jours avant l'assemblée de l'association. Dans des cas urgents, le président peut déroger à cette règle.
- 3 Le comité peut décider de renoncer à réunir une assemblée ordinaire de l'association et, à sa place, de soumettre aux membres les documents concernant les décisions à prendre par consultation de la base (voie de circulaire).
- 4 Chaque membre dispose d'une voix à l'assemblée de l'association comme en cas de vote par circulaire. Les membres peuvent se faire représenter par un autre membre à l'assemblée de l'association.

Art. 6 Compétences de l'assemblée de l'association

Les compétences de l'assemblée de l'association sont :

- a) Elire le comité
- b) Elire l'organe de révision
- c) Prendre des décisions concernant
 - I Le rapport annuel du comité
 - II Les comptes annuels
 - III Le budget
 - IV La décharge à donner au comité et à l'organe de révision
- d) Modifier ou compléter les statuts
- e) Edicter et modifier le Règlement OAR-ASA (R OAR-ASA sous réserve de l'approbation de la FINMA)
- f) Fixer la clef de perception des cotisations
- g) Dissoudre l'association

Art. 7 Droit d'émettre des propositions

Les propositions des compagnies membres doivent être soumises à la prochaine assemblée de l'association, accompagnées d'un avis du comité. Ces propositions doivent être introduites au moins deux mois avant la date de l'assemblée de l'association.

Art. 8 Décisions

- ¹ L'assemblée de l'association peut valablement prendre des décisions si la moitié au moins des membres sont présents.
- ² Sauf disposition contraire des statuts ou de la loi, les décisions et élections de l'assemblée de l'association doivent, pour être valables, être prises à la majorité simple de toutes les compagnies présentes ou représentées. En cas d'égalité des voix, le président tranche.
- ³ Pour être valables, les décisions et élections par voie de circulaire doivent être prises à la majorité des deux tiers de tous les membres. La documentation de vote peut prévoir que l'abstention équivaut à un consentement. Si une proposition du comité n'atteint pas le quorum exigé, le comité peut convoquer une assemblée de l'association pour traiter de l'objet en question.

Art. 9 Comité et comité directeur

- ¹ Le comité se compose de six membres dont trois au moins ne peuvent exercer aucune fonction auprès d'une des compagnies membres pendant qu'ils font partie du comité (« membres indépendants du comité »).
- ² La durée du mandat des membres du comité est de trois ans. Une réélection est possible.
- ³ Le comité se constitue lui-même. Mais seul un membre indépendant du comité est éligible en qualité de président.
- ⁴ Les membres du comité sont indépendants de l'Association, c'est-à-dire qu'ils n'exercent aucune autre fonction permanente pour le comité. Les membres du comité apportent la garantie de remplir leur charge de manière irréprochable. Ils jouissent d'une bonne réputation et disposent d'un renom irréprochable.
- ⁵ Les membres indépendants du comité forment, avec un autre membre du comité, le comité directeur qui, dans les conditions prévues à l'article 11a alinéa 4, traite de manière définitive des affaires en matière de surveillance LBA au sens de l'article 11a alinéa 2. Le vice-président ou, si celui-ci est l'un des membres indépendants du comité, le plus ancien des autres membres du comité agit en tant que membre supplémentaire du comité au sein du comité directeur.

Art. 10 Compétences du comité

- ¹ Le comité est l'organe chargé de la gestion des affaires. Il décide de tous les objets que la loi ou les statuts ne réservent ou ne délèguent pas à l'assemblée de l'association ou à d'autres organes. Il décide en particulier de sanctions selon le Règlement OAR-ASA (R OAR-ASA). Il édicte à cet effet, et d'entente avec la FINMA, un règlement spécial de contrôle, d'audit et de sanctions (CAS).
Si nécessaire, le comité lie les sanctions à l'injonction de rétablir l'état conforme à la loi et au Règlement et fixe un délai pour ce faire. Cette injonction peut être liée à des directives et à des conditions portant sur l'organisation interne de la compagnie membre.
- ² Le comité édicte un Règlement d'organisation pour exposer et régler plus précisément ses attributions ainsi que celles des autres organes, ainsi qu'un règlement sur les émoluments.
- ³ Il fixe quelles sont les personnes habilitées à représenter l'association ainsi que le droit de signature pour celle-ci.

Art. 11 Séances du comité

- ¹ Le comité se réunit sur l'invitation du président aussi souvent que les affaires l'exigent. Par ailleurs, 2 membres du comité peuvent demander la convocation du comité.
- ² Le comité se réunit sous la direction du président ou, en son absence, du vice-président ou d'un président ad hoc désigné pour le jour de la séance. Les affaires en matière de surveillance LBA au sens de l'article 11a alinéa 2 ne peuvent être traitées que sous la présidence du président ou d'un vice-président ou d'un président du jour indépendant.
- ³ Les séances du comité font l'objet d'un procès-verbal.

Art. 11a Capacité de décision du comité (quorum)

- ¹ Le comité (sous réserve de la disposition spéciale régissant une récusation de certains membres selon alinéa 4) est apte à prendre une décision lorsque la majorité de ses membres sont présents. Sont réputés présents les membres du comité qui sont physiquement présents et ceux qui sont reliés en permanence par voie électronique, par conférence téléphonique, transmission vidéo ou autres moyens. Il prend ses décisions à la majorité simple des personnes présentes. En cas d'égalité des voix, celle du président est déterminante ou, en son absence, la voix du vice-président ou du président du jour compte deux fois, étant précisé que, s'agissant de toutes les affaires en matière de surveillance LBA, la voix prépondérante est alors celle d'un vice-président ou d'un président du jour indépendant.
- ² En matière de surveillance LBA, le comité ne peut valablement prendre des décisions que si les membres indépendants du comité disposent d'une majorité des voix, y compris la voix prépondérante revenant au président indépendant. Sont réputées matières de surveillance LBA les décisions prises à l'encontre d'un ou de plusieurs membres concernant des mesures relevant du droit de surveillance, telles que l'évaluation des rapports d'audit et les mesures qui en découlent, l'ordre de procéder à des audits approfondis, l'inclusion dans des classes de risque conformément au concept de surveillance basé sur les risques, l'ouverture ou la clôture d'une procédure de sanction, les décisions de la direction de la procédure conformément au Règlement de contrôle, d'audit et de sanction et l'imposition d'une sanction. En cas de doute, une affaire est considérée comme matière sujette à surveillance LBA.
- ³ Les motifs de récusation de l'art. 10, al. 1 de la loi fédérale sur la procédure administrative (PA ; RS 172.021) s'appliquent aux délibérations et prises de décision du comité. Le comité peut prendre des décisions avec la majorité des membres présents, et ce même si la majorité de ses membres n'est pas réunie en raison de l'absence de quelques membres.
- ⁴ Si pour des affaires relevant de la surveillance LBA, le comité ne peut pas prendre de décisions conformément au paragraphe 2 en raison de la récusation ou de l'absence prolongée de membres indépendants du comité, l'affaire est traitée au sein du comité mais est transmise au comité directeur pour décision. Celui-ci se réunit sous la direction du président, du vice-président indépendant ou d'un président ad hoc indépendant nommé pour la séance du jour. L'article 11 alinéa 3 s'applique en conséquence. En ce qui concerne le quorum, les autres dispositions de l'article 11a alinéa 1 à 3 et de l'article 11 b s'appliquent mutatis mutandis. Le comité directeur décide de manière indépendante, mais en tenant dûment compte du traitement de l'affaire par le comité et de toute proposition faite dans le cadre de la transmission de l'affaire qui lui est faite. Les membres du comité non représentés au sein du comité directeur sont informés de la décision, dans la mesure où aucun motif de récusation ne s'y oppose.

Art. 11b Décision du comité

Le comité et le comité directeur prennent leurs décisions par un vote à main levée. Le vote peut se faire par lettre, par courrier électronique ou par tout autre moyen approprié qui permet d'apporter une preuve par texte, à condition qu'aucun membre du comité ou du comité directeur ne s'y oppose.

Art. 11c Service d'audit et d'instruction

Pour l'évaluation des rapports des membres et de leurs organes de révision externes livrés à l'OAR-ASA ainsi que pour l'examen des violations de la loi sur le blanchiment d'argent et du Règlement OAR-ASA (R OAR-ASA), le comité élit un service d'audit et d'instruction indépendant. En font partie, au minimum, un membre du secrétariat OAR-ASA ainsi que, au maximum, de trois conseillers externes. Il remet chaque année un rapport écrit au comité de l'OAR-ASA et demande (si besoin en cours d'année) le rétablissement de l'état conforme à la loi et au Règlement et d'émettre des sanctions en cas de violation des dispositions légales et du Règlement R OAR-ASA.

Art. 12 Organe de révision

- ¹ L'assemblée de l'association élit l'organe de révision pour trois ans.
- ² La révision s'effectue conformément aux dispositions s'appliquant aux sociétés anonymes.
- ³ L'organe de révision fait rapport à l'assemblée de l'association.

Art. 13 Bureau d'experts blanchiment d'argent

- ¹ Le bureau d'experts blanchiment d'argent est un organe spécialisé chargé de conseiller le comité et le secrétariat. La direction du bureau est nommée par le comité. En règle générale, celui-ci choisit une personne d'une entreprise qui est représentée au sein de l'organe ASA « comité Vie ». Le bureau se constitue lui-même, mis à part la direction.
- ² Le bureau d'experts blanchiment d'argent peut en tout temps adresser des propositions au comité. Généralement, la direction ou un membre du bureau d'experts prend part aux séances du comité sans droit de vote et informe celui-ci sur les événements actuels et les questions qui se posent au bureau d'experts. Lors du traitement d'objets inscrits à l'ordre du jour qui concernent certains membres ou qui relèvent de la seule compétence du comité ou du service d'audit et d'instruction, le comité est habilité à exclure de la séance le représentant du bureau d'experts, et ce sans indication des motifs.

Art. 14 Secrétariat

- ¹ Le secrétariat est élu et contrôlé par le comité. Il est responsable de la bonne marche de l'administration de l'association.
- ² Un représentant du secrétariat participe, en tant que rédacteur du procès-verbal et avec voix consultative, aux séances de l'assemblée de l'Association, du comité, du comité directeur et à celles du bureau d'experts blanchiment d'argent.
- ³ Au minimum, un représentant du secrétariat est membre du service d'audit et d'instruction.

Art. 15 Cotisations des membres

Pour couvrir ses dépenses, l'association perçoit des cotisations fixées en fonction d'une clef déterminée par l'assemblée de l'association.

Art. 16 Entrée en vigueur et modification des statuts

- ¹ Les présents statuts entrent en vigueur après leur approbation par la FINMA en date du 21 août 2020 et remplacent, dès cette date, les statuts du 1^{er} juillet 2013.
- ² Une modification des statuts n'est possible qu'avec l'assentiment des deux tiers de toutes les compagnies membres.

Zurich, le 21 août 2020

Le président de l'OAR-ASA

A blue ink signature, appearing to be 'MH', written in a cursive style.

Dr Markus Hess

Le vice-président de l'OAR-ASA

A blue ink signature, appearing to be 'PS', written in a cursive style.

Philip Steinmann

C'est le texte allemand qui fait foi.

Contact

Christina Brugger

Dr iur., Avocate

Chef du secrétariat

christina.brugger@sro-svv.ch

Tél. +41 44 208 28 78 (Ligne direct)

OAR-ASA | SRO-SVV

Secrétariat OAR-ASA

c/o Association Suisse d'Assurances ASA

Conrad-Ferdinand-Meyer-Strasse 14

Case postale

8022 Zurich

sro-svv.ch